numéro 1126 • Édition du 7 janvier 2010

1€

www.echoidf.fr

Echo d'Ile-de-France

L'AGORA URBAINE

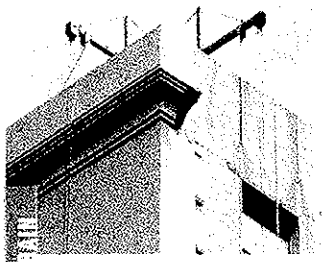
ACTUALITÉS/HAUTS-DE-SEINE, SEINE-SAINT-DENIS, VAL-DE-MARNE

LES DÉSAXÉS
à Neuilly-sur-Seine
Le 14 janvier à 20h30
au Théâtre Le Village

ENTRETIEN

Philippe Kaltenbach

Ville de Clamart



URBAIN

Un Couperin à couper le souffle

Les 15 étages de la résidence François-Couperin de Gennevilliers viennent de bénéficier d'une réhabilitation exemplaire. Prouesse artistique ? Sans doute. Environnementale ? Surtout.

Un vaccin contre le principe de précaution ?

En voulant revendre une partie des 94 millions de vaccins contre la grippe A stockés par la France, Roselyne Bachelot a suscité un véritable tollé. On proteste, on critique... La faute à qui ? Au H1N1 ?

TURBIN

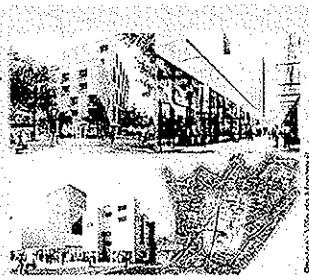
Des emplois à Bry-sur-Marne

Le centre commercial de Bry-sur-Marne ouvrira ses portes en mars prochain. Sous les futures enseignes, les postulants à l'embauche se préparent. Quelque 300 postes sont à pourvoir... Tous au forum !

Annonces judiciaires et légales p. 9

92 L'Établissement public Sèvres-Cité de la céramique, né ce 1er janvier, réunit la Manufacture nationale de Sèvres et le Musée national de la céramique. Une énorme boîte à bijoux dans les Hauts-de-Seine !
Page 4

93 Le projet "quartier de la Mairie" promet de changer la ville de Montreuil. Ambition des élus : dessiner un nouveau paysage, moderne et pratique, convivial et respectueux du développement durable.
Page 5



Photos : Ville de Montreuil

94 La municipalité de Bonneuil-sur-Marne propose aux jeunes de financer une partie du coût de leur permis de conduire en échange d'un travail dans une structure à vocation sociale ou humanitaire.
Page 6

LE FILM DE LA SEMAINE

Ville de Clamart

Maire de Clamart depuis 2001 et conseiller régional d'Ile-de-France, Philippe Kaltenbach revient, entre autres sujets, sur les enjeux des prochaines élections régionales qui seront, selon lui, un véritable test national.

Par Jean-Pierre Reymond

Entretien avec Philippe KALTENBACH

L'UMP EST DE PLUS EN PLUS **DISCRÉDITÉE**

Que vous inspire la démission du PS de six anciens élus régionaux comme Serge Méry et Élisabeth Gourévitch?

J'ai siégé avec eux pendant six ans, je les connais bien. Ils n'ont pas démérité dans leurs fonctions. Maintenant, le choix du PS a été de renouveler ses élus, ce qui a parfois conduit à des choix difficiles. J'espère qu'avec un peu de recul, ils seront un peu moins amers et pourront continuer à travailler avec nous au sein du PS.

La liste des candidats des Hauts-de-Seine est-elle conforme à vos souhaits?

Comme toutes les listes, elle est issue de nombreux compromis. Personne ne fait une liste tout seul. Le PS n'est pas l'UMP où Nicolas Sarkozy fait sa liste que tout le monde applaudit. Nous voulons rassembler pour gagner, et cette liste correspond à cet objectif.

Après Orly, la nouvelle affaire Razzy Hammadi n'illustre-t-elle pas l'incapacité du PS à promouvoir la diversité?

Je ne crois pas. En IDF, nous avons deux têtes de liste issues de la diversité. Après, il y a ici ou là des ratés, des implantations qui échouent. C'était d'ailleurs une mauvaise idée, et c'est pour cela que ça n'a pas marché. Mais un arbre ne doit pas cacher la forêt.

Après une instruction étrange, Julien Dray est blanchi juste à temps pour être candidat. À votre avis, tout cela est-il un simple hasard ou cela ressort-il d'une manipulation politique?

Il m'est difficile de commenter une décision de justice. Cela étant, toute cette affaire repose sur un procureur et l'on sait qu'aujourd'hui ils sont aux ordres du pouvoir. Mais si la justice affirme qu'il n'a rien à se reprocher, tant mieux pour lui et pour le PS, car il va continuer à beaucoup nous apporter.

Au vu des européennes, quelle est votre lecture du rapport de forces politique dans le 92?

Les européennes ne sont sans doute pas le bon maître étalon car c'est un vote où les électeurs se défoulent avec, en plus, une très forte abstention. Mais si on regarde aussi les municipales, l'UMP est en nette perte de vitesse. Quand j'ai commencé à militer, le PS n'avait plus que Clichy et un seul conseiller général. Aux municipales, nous avons gagné Colombes et Asnières. Et nous avons de belles perspectives à Bourg-la-Reine, Châtillon, Montrouge. Le PS incarne le changement, ses politiques locales sont reconnues par les électeurs. Et puis, l'UMP est de plus en plus discréditée. Les Français mesurent qu'ils ont affaire à un clan qui se partage le pouvoir entre copains et coquins. L'affaire Jean Sarkozy en a été le point d'orgue alors qu'ils pensaient que sa nomination passerait comme une lettre à la poste. Il a fallu cette affaire pour qu'ils comprennent que les Hauts-de-Seine n'étaient pas une république bananière où un clan pouvait tout se permettre. De plus, beaucoup de leurs élus sont mis en cause. Philippe Pémezec, l'ancien député de la XIIe circonscription, a été condamné à un an d'inéligibilité pour financement illégal de sa campagne électorale et utilisation prohibée des biens publics. Jean-Pierre Schosteck, l'actuel député de la XIIe circonscription, a été mis en cause par la MIILOS (Mission interministérielle d'inspection du logement social) en tant que Président de l'OPH de sa commune pour « non respect du code des marchés publics, non convocation de la Commission d'appel d'offres et attribution de marché sans critères objectifs ni procédures transparentes ». Une enquête préliminaire a été ouverte pour l'attribution par l'OPH d'un marché à son beau-frère. Mais il y a aussi les Ceccaldi père et fils, les Balkany, Manuel Aeschlimann, André Santini, Charles Pasqua... Patrick Devedjian avait promis de nettoyer les écuries d'Augias. On ne peut pas dire qu'il a été très efficace.

> « Les Hauts-de-Seine ne sont pas une république bananière où un clan peut tout se permettre. »

À votre avis, pourquoi André Santini souhaite-t-il la suppression de la station d'Airparif à Issy?

C'est ridicule! Cette station, qui est là depuis 1991, nous donne une visibilité de la pollution dans le sud-ouest de l'agglomération et nous permet de déclencher des alertes lorsqu'il y a des pics de pollution. Mais comme il y voit une mauvaise publicité pour sa ville, il veut la supprimer. Même si cette station mesure la pollution dans un secteur plus large que sa ville, il est quand même en partie responsable de l'augmentation de la pollution avec la densification d'Issy, l'augmentation du trafic. Cela révèle un comportement qui n'est pas républicain. J'ai donc proposé qu'elle soit installée à Clamart.

Pour Philippe Kaltenbach, deux visions s'affrontent en Ile-de-France: la gauche souhaite rééquilibrer la région avec une meilleure répartition entre l'Est et l'Ouest, alors que la droite veut clairement développer La Défense.

LE BON MOT

« Concernant les conséquences de la réforme territoriale en IDF, nous sommes toujours complètement dans le flou puisque cette loi n'est pas censée s'appliquer à la région. Si nous gagnons en 2012, nous remettrons en cause cette réforme pour laquelle il n'y a pas de consensus... Par contre, nous ne sommes pas dans l'incertitude pour la taxe professionnelle. Et là, c'est catastrophique. Dès 2011, cette réforme aura des conséquences très néfastes pour notre région. »

« Il y a une tradition de rassemblement du PS, des Verts et du Front de gauche. »

Qu'est-ce qui vous sépare de Valérie Pécresse et quels sont les points forts de votre programme?

Notre programme n'est pas totalement finalisé car Jean-Paul Huchon a souhaité se rendre dans tous les départements pour élaborer un projet participatif. En tout cas, notre bilan est positif. Nous allons donc amplifier les politiques lancées pour mieux répondre aux attentes des franciliens. Après, il y a deux visions très différentes de l'avenir de l'IDF. La gauche souhaite rééquilibrer cette région avec une meilleure répartition entre l'Est et l'Ouest à l'aide d'un développement multipolaire. En face, l'UMP souhaite clairement développer La Défense pour en faire le Manhattan européen et transformer Saclay en une Silicon valley, tout en reliant ces pôles aux aéroports. Alors qu'en matière de transports, nous souhaitons développer les liaisons de banlieues à banlieues pour faciliter la vie de millions de franciliens.

Beaucoup de membres du gouvernement sont engagés dans ce combat. Pour vous, ces élections seront-elles un test national?

C'est même la volonté de Nicolas Sarkozy. Le résultat de ces élections sera donc aussi le sien. Les gens vont voter pour le soutenir ou le sanctionner, même si les projets régionaux ont aussi leur importance.

Le premier tour s'annonce serré entre Europe écologie et le PS. Quelle est votre lecture?

Les derniers sondages montrent que nous avons creusé l'écart puisqu'ils nous donnent à 23 % contre 16 % pour Europe Écologie, ce qui est d'ailleurs un bon score pour eux. Jean-Paul Huchon a montré ses qualités de gestionnaire et son projet est réaliste. Maintenant, il faut valoriser nos atouts sur le terrain.

Quelle serait la différence entre une présidence PS et Europe Écologie?

Il y a la question des personnalités et Jean-Paul Huchon a montré qu'il savait dialoguer avec toutes les forces politiques. Il n'est pas sectaire et sait faire avancer les dossiers. Je ne suis pas persuadé que les Verts sauraient sortir d'une posture de dénonciation dans une région dont le budget est de 4.67 milliards d'euros.

Au deuxième tour, quelle sera votre stratégie d'alliances: MoDem ou Front de gauche?

Demandez à Jean-Paul Huchon... En tout cas, cela dépendra beaucoup des résultats du 1er tour.

Aujourd'hui, nous ne savons pas qui dépassera les 5 %. Mais il y a une tradition de rassemblement du PS, des Verts et du Front de gauche. Après, il faudra voir si ce rassemblement à trois peut s'élargir au MoDem.

Du Grand Paris à l'Épad, l'État semble vouloir reprendre la direction de l'aménagement de la région. Après les régionales, l'heure sera-t-elle à la confrontation ou au dialogue?

Le dialogue serait souhaitable, mais jusqu'à aujourd'hui l'État a refusé de signer le SDRIF. Christian Blanc décide tout seul de son métro automatique.

Après ces élections, que ferez-vous pour que l'État finance le plan de mobilisation et adopte le SDRIF?

Pour le SDRIF, il y a des moyens juridiques. Jean-Paul Huchon a saisi la justice. L'État n'a pas tous les droits et doit respecter les règles. Quant au plan de mobilisation, si l'État refuse d'apporter sa contribution, la région contractera un emprunt.

Si le projet de loi sur le Grand Paris est adopté, quelle sera l'attitude de la région?

On ne sait pas où il passe, où seront les gares et, surtout, nul ne sait comment il sera financé. Même les élus de droite comme Gilles Carrez n'y croient pas.

L'urgence, ce n'est pas ce métro, mais le RER, les tramways, les prolongements de métro, Éole...

Et Arc express?

La région va lancer le débat public. Ce métro est indispensable.

Pour vous, il ne s'intègre pas au projet de Christian Blanc?

C'est deux logiques différentes. Arc express permettra d'aller de villes de banlieue en villes de banlieue avec des arrêts tous les km. Le grand huit, c'est des stations tous les 3 km pour aller très vite de Roissy à Orly. Aujourd'hui, Arc express est déjà budgété et ce projet sera lancé. Si l'État trouve le budget pour son métro automatique, tant mieux. Mais son déficit est déjà abyssal et l'estimation de 40 milliards est certainement largement sous évaluée. Ce projet ne peut pas se faire au détriment des autres, mais seulement en complément.

En cas de défaite, craignez-vous que l'UMP essaye d'obtenir sur le tapis vert ce qu'elle n'aura pas obtenu dans les urnes?

Cela dépendra de l'ampleur de leur défaite. Si celle-ci est importante, ce serait mal venu. Les Français sanctionneraient plus lourdement ce type de comportement.

En cas de victoire, y a-t-il une vice-présidence qui vous intéresse?

Depuis six ans, je travaille sur les questions du logement. Mais je m'intéresse aussi aux questions de l'environnement et de l'eau avec la politique désastreuse du Sedif. Après, ce sera à Jean-Paul Huchon de décider.